



OUI à une gestion efficace des ressources, NON à l'initiative populaire «Économie verte»

Le 25 septembre 2016, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative populaire «Économie verte». En cas d'acceptation, le projet des Verts obligerait l'État à prendre des mesures pour réduire la consommation de ressources de plus de 65 % d'ici à 2050. economiesuisse explique dans son nouveau dossier politique pourquoi l'initiative des Verts est un non-sens et particulièrement contre-productive. Le dossier met par ailleurs en exergue que les entreprises suisses contribuent déjà volontairement à une économie respectueuse de l'environnement et qu'elles concilient bien mieux que d'autres la performance économique et le développement durable.

[Lire le dernier dossier politique](#)

L'initiative «**Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (Économie durable)**» des Verts souhaite inscrire dans la Constitution une économie circulaire rigoureuse. En cas d'acceptation, la Suisse devrait réduire sa consommation de ressources de plus de 65% environ d'ici à 2050 pour parvenir à un équivalent planète selon la méthode scientifiquement contestée de l'«empreinte écologique».

L'initiative ne tiendrait pas ses promesses

D'après le Conseil fédéral, l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et différents experts, l'objectif n'est pas atteignable et l'initiative **pas réalisable**. Des experts ont en outre constaté que les gains d'efficacité réalisés constamment par les entreprises sont en partie anéantis par une augmentation de la consommation (effet rebond). Dans ces conditions, des mesures techniques visant à accroître l'efficacité ne suffiraient pas, loin de là, à atteindre les objectifs de l'initiative. Afin de freiner la consommation de ressources suffisamment vite et fortement, il faudrait modifier en profondeur les **comportements de consommation**.

Le Conseil fédéral met en garde contre **les suppressions d'emplois et les coûts économiques élevés de l'initiative** (page 1777). Pour s'approcher au moins de cet objectif extrême, la Confédération devrait prévoir des interventions étatiques incisives. Elle devrait notamment instaurer de nouveaux impôts et édicter une multitude de prescriptions supplémentaires sur les produits et les processus.

La Suisse domine les classements internationaux relatifs au développement durable

Dans le climat actuel de concurrence mondiale, une gestion efficace des ressources revêt une importance existentielle pour l'économie. Il n'est pas nécessaire de sensibiliser les entreprises suisses à la question, elles y travaillent déjà constamment: seule une utilisation optimale des ressources permet de s'affirmer face à la concurrence mondiale. Il n'est pas étonnant que la Suisse soit, depuis des années, championne du monde en matière de gestion des ressources et qu'elle figure en bonne place dans les classements relatifs aux indicateurs environnementaux les plus divers.